

***« Surgissement (s) désordonné (s) …***

***Réflexions et pensées … »***

***Gilets jaunes, grand-débat, européennes, ISF, loi 1905, insurrection climatique…. »***

***YMD (MAI et MAI 2019)***

**MARS 2019….**

Il y a de la part du pouvoir en place, depuis quelques années, depuis même les années Mitterrand, une volonté d'effacer toute opposition radicale d'émancipation sociale et sociétale. De refuser ce surgissement-là ! Manuels Vals voulait que « l'opposant principal » soit forcément d'extrême droite, en réprimant sournoisement et en cherchant à rendre invisible toute tentative d’alternative radicale anticapitaliste !

Macron continue, et il fait feu de tout bois, pour démontrer à l’opinion qu’il est le seul rempart contre « l’extrême-droite », qui serait elle-même la seule opposition ! à lui l’ouverture sur le monde, la modernité sociétale ! à l’extrême-droite le nationalisme le plus éculé porteur de guerre, la réaction vieillotte ! Vraiment ? Alors qu’au détours des élections Européennes, il s’apprête à modifier la loi de 1905, dans un sens réactionnaire, puisqu’il s’agira pour l’Etat de s’immiscer directement dans la reconnaissance des cultes, ce qui implique de les subventionner, et de leur donner un peu plus de place dans le « décisionnel public ». La loi de 1905 était faite pour protéger la république (bourgeoise et toujours pas sociale, certes, mais république tout-de-même rapport à l’ancien régime où le pouvoir spirituel légitimait le pouvoir temporel) de l’influence des cultes, de façon à limiter leur rôle dans le politique. N’oublions pas que bien que la Loi de 1905, dans son article 2 proclamait que «La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte» la collaboration Vichyste, « l’Etat Français », promulgua, - hors république -, une loi du 25 décembre 1942, modifiant l'article 19 de la loi de 1905 en autorisant « l'investissement de fonds publics dans la construction ou dans la restauration d'édifices religieux ». Bien que Pétainiste, cette modification ne fut jamais abrogée ! Donc, pour un type qui se veut « moderne et antinationaliste », Macron s’apprête à faire « aussi bien » que Pétain lui-même !
Il en est de même pour la mise « cafouilleuse » au même niveau de criminalisation de l’antisémitisme et de l’antisionisme. Depuis longtemps, en Israël, les extrémistes de droite comme le gouvernement qu’il soutiennent, des colonialistes favorables à l’apartheid et à l’extension coloniale sur les derniers territoires Palestiniens (Ils soutenaient d’ailleurs l’apartheid en Afrique du Sud), martèlent que lutter contre leur sionisme, c’est faire acte d’antisémitisme. « Antisionistes = antisémites » ! En face, les partis religieux, type Hamas, mais aussi ces extrêmes-droites de cultures occidentales dites « nationalistes révolutionnaires », viscéralement antisémites, camouflent leur obsession xénophobe, derrière l’antisionisme, et par conséquent pourrissent les luttes antisionistes, en semant la confusion. Lorsqu’en France, le pouvoir Politique, cherche à criminaliser antisémitisme ET antisionisme, au risque de condamner toute action ou discours de solidarité avec les luttes palestiniennes sociales et d’émancipation de la tutelle coloniale d’Israël, il met lui aussi au même niveau antisémitisme et antisionisme. Il n’y a plus de discernement, tout est à l’emporte-pièce, le pouvoir politique se radicalise et met son discours et ses actes au même niveau que ceux des ultras : politico-religieux et fachos de tous bords. Pro-israèliens ultra-sionistes, anti-israélien antisémites, et ici gouvernement Macron sont donc dans le fond tous d’accord pour occuper le devant de la scène de leurs oppositions pour sauvegarder leurs ambitions, prérogatives et privilèges réciproques, maintenir par tous les moyens d’Etat et de terreur, un ordre qui empêche l’émergence conséquente d’un dépassement révolutionnaire.  En France Macron, peut alors, avec des arguments qui valident ceux de l’ultra-réaction, se positionner comme le seul recours à la barbarie, en désignant toute opposition comme forcément d’extrême-droite et ainsi penser neutraliser toute volonté collective d’émancipation sociale et sociétale.
Pour y revenir, le Hamas, totalement réactionnaire, est bien utile au pouvoir réactionnaire Israélien, en occupant la place d’une opposition moderne et laïque qui aurait pu mettre en place une économie concurrentielle à Israël dans cette région du monde. La terreur, appelle la terreur, et in fine sert toujours l’ordre dominant.

Que dire aussi des évangélistes qui soutiennent Trump et Bolsonaro, et qui sont à ranger dans la catégorie « sionistes antisémites » ????...

Bien sûr, il ne faut point ignorer les propres manœuvres et rêve absolu d’hégémonie des extrêmes-droites, parlementaires ou dites radicales, qui n'ont de toute façon pas besoin du titre de premier opposant pour « agir » au sein même des surgissements désordonné, comme les « gilets jaunes ». Elle n'y est ni seule, ni prédominante. Heureusement. Le choix, aussi, de sans doute de pas mal de camarades de s’inscrire d’agir eux-aussi au sein des Gilets Jaunes, plutôt que de s’en défier, aura probablement été déterminant dans l’orientation et les perspectives de ce mouvement multiforme et protéiforme, en particulier vers l’association désormais irréversible de la question sociale et de la question éco-systémique ! Ce qui n’est pas la moindre des choses ! Terminé les caricatures dégradantes du pauvre « beauf » des campagnes sale et pollueur contre l’écolo-bobo urbain, bouffeur de cresson en bac à fleur ! Ensemble, ça part vers autre chose …

 Une revendication est présente depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, celle du rétablissement de l’ISF, perçu comme une injustice sociale fondamentale. Mais les raisons qui poussent nombre de gens à rejeter la forme actuelle de suppression de l’ISF ne sont pas forcément les mêmes.

à Paris comme ailleurs, il y a des « gilets jaunes » qui font partis de ce qu'il reste de l'ancienne bourgeoisie foncière. Ils sont plutôt traditionalistes et nationalistes. Des héritiers du vieux monde que les Géants du CAC 40 veulent, avec l'aide de Macron, dépouiller de leurs terres, bois et immeuble, pour volatiliser leurs capitaux tout en s'approprier leur patrimoine foncier et immobilier possession pour y placer leurs gigantesques accumulations de plus-values. Un tournant historique. C'est le sens de la suppression de l'ISF et de la mise en place de l'IFI (Impôt sur la Fortune Immobilière)... Ces gilets jaunes là, très actifs depuis le début, ignorent les enjeux modernes de la question sociale qu'ils ne connaissent qu'à travers les  différents compromis historiques de la 2ème moitié du XXème siècle. Ils se battent pour la survie de leur vieux monde. C'est pourquoi, par peur d’un déclassement historique, ils convergent d'une certaine manière, vers ces révoltés qui se voient dépouillés de leurs acquis sociaux. Des acquis sociaux eux aussi issus du vieux monde et des anciens compromis de classe.

En somme, ce surgissement désordonné des « Gilets Jaunes » provient de la confrontation du « vieux monde » et du « nouveau monde » de Macron, celui d’un **hyper-capitalisme** qui cherche son salut, faute d'expansion commerciale possible, dans le vide sidéral du Trans-humanisme, dans une vie éternelle génétiquement modifiée et augmentée d’intelligence artificielle. La conquête de nouveaux territoires fonciers pour s’isoler du monde et y placer ses valeurs accumulées lui est indispensable.

 Les Gilets Jaunes, comme mouvement de consommateurs, en tout cas,  est passé pendant toutes ses semaines ponctuées de répressions policières et de mutilations, du « policiers avec nous » au presque « tout le monde déteste la police ». Ils ont réalisé la réalité du pouvoir, et le rôle véritable de la police comme « milice du capital ». Le point de vue consommation et usage décent pour tous, les assemblées (l’exercice difficile de la « démocratie directe » balbutiante), la séparation conceptuelle entre ce qui relève des services publiques et de la structure de l’Etat … sont un acquis du mouvement. Les boites de pandores ont été ouvertes, révélant mieux que des heures de lectures la réalité misérable des rouages de la domination. Et ça, c’est difficile à récupérer pour des aspirant fachos qui jouent avec le feu (ceux qui jouent à l’anarchie, finissent souvent par être dépassés par elles mettaient en garde les chefs d’extrême-droite des années 60 vers ceux qui voulaient jouer la stratégie révolutionnaire). Le faché pas facho est là… !!

 **Avec Grand-débat, Macron cherche à connaître ce que penses les gens. Mais c’est raté, puisque là où il y avait le plus de défiance « gilet jaune », il y a eu moins de « grand débat » … De toute façon c’est « cause toujours tu m’intéresse » ! Je vous laisse causer, mais je décide à l’aide de ma pensée high-tech et algorithmique …**

 Par définition, le caractère désordonné du surgissement, fait qu’il échappe à toute récupération, mais ce mouvement reste encore trop « héxagono-héxagonal » ! Il reste encore une nécessité de dépassement qui annihile définitivement toute velléité de l’extrême-droite dans la récupération du mouvement, et surtout maintenant de ses effets. Car en cas de chaos, ce sont les organisations politiques déjà structurée et opposantes qui prennent souvent la place du vide. Voir, près de nous, le rôle des islamistes et/ou des militaires au décours des printemps arabes…. Ainsi le Rassemblement National, n’est pas à prendre à la légère.

 Et en dehors, d’un hypothétique surgissement massif et mondial, dépassant toutes les actuelles contradictions en généralisant les valeurs d’avenir, il n’y a pas encore d’auto-organisation autonome massive et internationale, construite pour porter le projet politico-économico-écologique mondial d’émancipation sociale et sociétale.

 La question climatique dont s’empare une partie de la jeunesse dans le monde entier, est intéressante à plus d’un titre. Elle fait partie du surgissement désordonné. Elle aussi est un mouvement de consommateurs. « Ne consommons pas la planète, n’importe comment, sachons faire durable en préservant l’équilibre climatique, et en partageant entre tous ». D’abord parce qu’elle rassemble consciemment sur des valeurs communes des jeunes issus de pays très différent. Ensuite parce le changement est désormais tellement vital pour la jeunesse, que nous n’en sommes qu’à un début, qui porte possiblement la capacité massive d’un dépassement.

**Cela fait aussi partie du surgissement désordonné, un dépassement des contradictions mortifères, pour repartir de là où l’on vient : la terre !**

« Les balbutiements de l’avenir se croisent toujours avec les derniers sursauts d’un passé en déroute »

 Charles REEVE in introduction  « Le socialisme sauvage » éditions l’échappée.



**Quelques réflexions MAI 2019**

**Vu, lu et Entendu :**

Certaines personnes traditionnellement d’extrême-droite catholique qui se retrouvent de samedi en samedi au sein des manifs parisiennes des Gilets Jaunes, ont exprimées leur approbation du programme de Benoît Hamon et sur le fait « qu'heureusement en ces heures de répression policière il y avait les black blocs ». Cela peut sembler surprenant et signe d’une grande confusion généralisée.

Cela peut exprimer aussi l’évolution personnelle de certains qui, au coeur de l’expérience des luttes collectives, sont confrontés depuis des mois à des faits qui parlent mieux que des livres (répression policière, évidence de l’hyper-capitalisme). Cependant il peut s'agir aussi d'une méta-analyse politique de certains courants de l'extrême-droite, qui tend à recenser, pour en recycler les effets à son profit, les forces « antagonistes » (dont peuvent faire partie des partisans d'un revenu universel garanti par taxation du capital et des personnes s’organisant en blacks blocs, et qui se retrouvent légitimement dans les mêmes manifs de consommateurs et d'usagers que sont celles des gilets jaunes).

Il y a toujours eu dans l’extrême-droite, des gens qui pensent que des forces d’opposition radicales, mêmes contradictoires et ennemies entre-elles (gauche/droite - ultra), peuvent (et « doivent ») converger dans les faits contre un ennemi commun, pour affaiblir le régime actuel et, in fine, rafler politiquement la mise en facilitant la prise de pouvoir de leurs partis référents (comme le RN).

Ainsi, des intellectuels confusionnistes, appréciés des complotistes, se retrouvent labellisés par l’extrême-droite, comme l’est Etienne Chouard, présenté par la revue « éléments » comme « LA tête pensante des gilets jaunes ». Il s’agit pour ces courants d’extrême-droite de coiffer d’une théorie globale qui leur est politiquement favorable, la contestation sociale actuelle dans son ensemble.

Cependant, au sein des forces antagonistes qui s’organisent souvent en blacks blocs, il y a bon nombre d'antifascistes conscients, qui sont là pour « noyer » les fascistes présents dans les manifs gilets jaunes, et orienter globalement le mouvement social vers quelque chose de clairement antifasciste et anticapitaliste.

Cette présence antifasciste, internationaliste et anticapitaliste, gêne considérablement sur le terrain, l’orientation d’un mouvement social que voudrait ardemment s’approprier l’extrême-droite, populiste et nationaliste.

A cet effet, l'extrême-droite style « nouvelle droite » tente toujours intellectuellement de diviser la mouvance dite « black-bloc autonome », en s'appuyant hors contexte sur de vieux textes exhumés de l’ancienne ultragauche, critiques sur les limites de l'antiracisme et de l’antifascisme !

En tout cas les antifascistes clairement revendiqués comme tel sont, actuellement et rageusement, une des cibles principales dans la presse d'extrême-droite, qui veut les assimiler à des amis objectifs du « système Macron » en raison certaines options progressistes et modernes sociétales (et non sociales) communes et de la position politique de Macron contre l’extrême-droite populiste !

Ce qui n’est pas exact, puisque on a pu s’apercevoir d’une forte ambiguïté d’opportunité de clientèle, dans la « pensée Macron », qui est le propre de tous les affairistes. C’est ainsi qu’il peut rejoindre Pétain sur des points essentiels de sa volonté de réforme de la loi de 1905 sur la laïcité, rendant possible un certain subventionnement de la religion par l’Etat.

Car socialement, la défense des puissances capitalistes, n’est pas que le propre de Macron, c’est aussi la fonction essentielle de l’extrême droite. Les seules divergences reposant sur des intérêts politiques personnels différents. Tous, et aussi l’extrême-droite nationaliste et populiste, rêvent de se faire une place au soleil en se mettant au service de l’ordre capitaliste, surtout lorsqu’il est mis à mal. Le capitalisme sait récompenser ceux qui le protègent. L’extrême droite rêve d’un ruissellement plus important pour elle-même ! Une mentalité de mercenaire.

Ainsi une extrême-droite populiste au pouvoir, ne règlera rien en matière de justice sociale et de justice écologique, qui sont de fait une problématique mondiale à dépasser, elle sera juste un exutoire jubilatoire pour les haines et les ressentis cumulés.

Macron et l’extrême-droite nationaliste populiste, ont en commun un rejet viscéral du « social émancipatoire, égalitaire, libertaire et solidaire », et ce qui se joue entre eux, c’est d’abord d’éliminer toutes les autres concurrences pour occuper le devant de la scène, et se renforcer mutuellement de leur opposition frontale ultra-médiatisée. « C’est eux ou nous » point barre ! Rien d’autre à signaler !

Cette opposition occupant le devant de la scène tend à neutraliser au sein même du mouvement social, toute les pensées et actions anticapitalistes et anti-étatistes, qui reprennent, malgré tout, du poil de la bête, historiquement et géographiquement, en ces temps de crise d’expansion du capitalisme.

Politiquement et pour le moment, le monde des affaires capitalistes peut dormir tranquille sur ce point.

En plus, l'extrême-droite style « nouvelle droite » tente toujours intellectuellement, de diviser celles et ceux qui s’organisent en black bloc autonomes, en s'appuyant sur de vieux textes de l’ancienne ultragauche, critiques sur les limites de l'antiracisme et de l’antifascisme !

En ce qui concerne le « revenu universel », il faut savoir que la politique de l'extrême droite Italienne au pouvoir est de mettre en place une « forme de revenu universel » mais sur fond nationaliste et xénophobe de préférence nationale. Le mouvement 5 Etoiles n'a jamais été d'extrême gauche, comme le disent trop souvent certains médias, mais à la fois « social et clairement xénophobe », ce qui le classe au cœur même de l'extrême droite populiste. Social et national, ça ne vous dit rien ? Cependant, il ne faut pas sous estimer à l’échelle nationale une certaine intelligence politique qui peut avoir de redoutables conséquences sur sa popularité et donc sa durabilité. En instaurant un revenu universel type "préférence nationale", l'extrême droite tente de faire revenir dans la société une masse monétaire tournante destinée a permettre aux italiens de nationalité de ne pas sombrer dans la misère et de résister au « néo-libéralisme », en générant une sorte de sanctuaire de l'économie des besoins fondamentaux, rendant l’Italie, (population nationale + pouvoir politique) plus irréductible face au marché hyper-capitaliste et aux exigences et sanctions de Bruxelles (d’où l’intérêt d’y figurer aussi avec de nombreux sièges). Cette perspective pourrait s'avérer profitable pour un avènement de toutes les extrêmes droites populistes d'Europe, y compris donc Le Pen. Du moins avant que cela ne soit gâté par la concurrence d’intérêt entre nations européennes qui de toute façon subiront globalement la loi du marché historiquement mondialisé. Et avant que la corruption qui touchera tôt ou tard ces nouveaux pouvoirs politiques ne s’installe et ne devienne visible, rompant la lune de miel entre population et pouvoir.

D’autant que des forces telles que les USA de Trump (concurrence) et la Russie de Poutine (désir de reprendre l’ascendant sur l’Europe en dépit d’un PIB équivalent à celui de l’Espagne, ce qui est petit pour la Russie), font tout ce qu’ils peuvent pour affaiblir la force politique et économique potentielle d’une Europe unie. Ils compte pour cela sur leurs marionnettes populistes d’extrême droite dans chaque pays d’Europe, car il savent que l’unité continentale nécessaire à leur avènement ne résistera pas à l’épreuve du pouvoir, lorsque in fine les intérêts concurrentiels nationaux

Quelques jours avant les élections Européennes 2019, se tenait en Italie sous la houlette de Salvini, et sous le conseil de « l'éminence grise » Steve Bannon (celui qui a fait gagner Trump aux élections - rien que cela !!!), une réunion de presque tous les partis d'extrême droite populiste. Le Rassemblement National de Marine Le Pen en fait bien sûr partie. Le but étant d'ajuster une stratégie d'ensemble destinée a les faire politiquement gagner, même si les égoïsmes nationaux laissent déjà à penser, que ces unions ne seront pas durables et exacerberont les conflits entre nations en quête de leadership. C'est plus facile de s'unir dans l'opposition.

Le dénommé Steve Bannon, donc éminence grise des pouvoirs en formation « sorte d'Anti-merlin au service d'un anti-roi Arthur », a un point faible, un complexe d'infériorité vis a vis de l'œuvre de Karl Marx. Il constate avec envie que Marx suscite encore de par le monde une solide et durable adhésion populaire, laquelle même minoritaire est bien réelle. Steve Bannon ne comprend pas pourquoi et il pense qu’il s’agit là de l’adhésion à une idéologie, de l’adhésion à un texte, d’une croyance même. Sans se rendre compte que la lutte des classes est un fait réel qui existe en amont de toute mise en mots, théorisation matérialiste et analyse. Steve Bannon est quant à lui dans le texte, dans l’idéologie du livre, c’est un narcissique évangélique qui rêve lui aussi d'écrire son manifeste qui supplanterait définitivement et historiquement dans la postérité celui de Karl Marx ! Or sa pensée est fausse et restera fausse, en dépit du fait qu’elle suscite aussi une adhésion populaire ! Car, à l'instar des évangélistes, son système de pensée repose avant tout sur la croyance profonde en la bible évangélique et dans « le fait » que « dieu a créé l'homme a son image ». Alors que, c’est exactement le contraire, puisque historiquement c'est « l'homme » qui a créé le dieu des religions à son image, dans le seul but de légitimer exploitation économique, patriarcat et anthropocentrisme. Tout ce qui fait actualité aujourd’hui.

S'il convient à la lumière des évolutions historique et des nouvelles connaissances scientifiques de dépasser le manifeste de Marx, il convient de marginaliser et d’invalider celui que Bannon est en train de l'écrire, en produisant le manifeste du partage légitime a l'échelle des enjeux du XXIeme siècle.

Quoi qu'il en soit, « ça pue du cul », mais l'extrême droite a une autre faiblesse. En « jouant avec le feu », c'est a dire avec les concepts de « revenus universels », de « démocratie directe », « d'autonomie » et de tentative de récupération de stratégies émeutières forcément dans la rue anti-policières, elle ouvre la « boite de pandore » et prend donc le risque d'être à un moment donné, dépassée par un mouvement populaire bien plus large et authentiquement révolutionnaire. L'histoire en effet ne s'arrête pas heureusement à l’extrême droite ! Et si cela pue du cul, l’odeur des roses et le bon goût du pain partagé ne sont pas très loin non plus !

Un sondage annonçait récemment que « 91% de la population était favorable une hausse du smic et a une baisse de 40% du salaire des grands patrons ». La société des « gens ordinaires non VIP », dont nous sommes, veut reprendre aux grands capitalistes l’argent de la plu value d’exploitation qu’ils ont confisqué à la société ces dernières années.

Le capitalisme n’est certes pas récent, mais il y a eu une accélération et une augmentation de masse de de cette captation

Les gens réclament actuellement une « masse monétaire » suffisante pour fonctionner dignement, socialement et individuellement !

Le mouvement actuel n’est donc pas encore prêt de s'arrêter et avec des prises de conscience inattendues !! Il y a aussi en son sein des aspirations égalitaires et à la justice sociale ! Mais ce n’est pas encore le désir d’une révolution sociale, ni même encore celui d’une remise en question du capitalisme lui-même. C’est plus simplement une volonté de faire pression par différents moyens, pour que ceux qui l’ont confisqué « lâchent la thune ». Ce n’est qu’un début, mais ce qui est contre-attaqué c’est l’hyper-capitalisme, pas encore le capitalisme comme fondement économique historique. C’est pourquoi de petits entrepreneurs « capitalistes » se sentant lésés par cet hyper-capitalisme se reconnaissent aussi dans le mouvement des gilets jaunes. Ils sont lésés, tant par la perte du « pouvoir d’achat » de leurs « clients » que sont les usagers et les consommateurs, de plus en plus mal payés en tant que salariés, que par une forme de « mise sous tutelle » de fait, comme prestataires de service mal rémunérés, ou devant leur payer les matières premières à des prix exorbitants.

L’hyper-capitalisme impose partout sa logique, sa « loi » de « l’hyper-marché ». C’est pourquoi cette fameuse « dette » que doivent les Etats aux capitalistes est complètement bidon. Elle n’existe pas, car il faut considérer que ceux qui prêtent au public et profitent des taux d’intérêt qu’ils fixent, ont de toute façon volé ce qu’ils peuvent prêter. Dans un pays comme la France, l’Etat doit rembourser chaque jour 100 millions d’Euros comme intérêts ! C’est ce qu’il faut pour faire fonctionner pendant un an un petit hôpital départemental. Il en est de même partout dans le monde. Les capitalistes confisquent, et ils redistribuent sous condition sous forme de dette. C’est donc une reprise en main de l’Etat par le capitalisme dans sa fonction historique principale de défense de ce capitalisme. Ce qui avait pu un peu lui échapper sur certains aspects sociaux issus de quelques décennies de luttes réformistes, dans un contexte mondial particulier. Ainsi cette dette, dont on nous gave les oreilles, n’existe pas et n’est qu’un moyen de pression sur la société toute entière. Le but immédiat d’un mouvement social qui n’a pas encore clarifié la nécessité d’une construction organisationnelle révolutionnaire est donc de faire recracher la thune pour se libérer d’une partie l’endettement et espérer fonctionner « normalement », « comme avant ».

L’endettement est à tous les niveaux, il est le moyen d’obtention de la soumission. Lorsque l’on du « pouvoir d’achat » en berne, il y a toujours des « experts » médiatisés pour dire que c’est faux, que les chiffres disent le contraire. Comme pour la météo ce ne serait qu’un ressenti.

Le pouvoir d’achet en toute indépendance, tel qu’il était connu auparavant est révolu. Désormais, il est maintenu artificiellement et sous conditions du « marché » par la combinaison complexe de l’endettement aux crédits à la consommation, de la course au « Low-Coast » et de « l’Ubérisation » de la consommation.

Cet endettement généralisé permet la soumission du plus grand nombre à l’hyper-capitalisme.

Si l’on considère que l’hyper-capitalisme est autre chose qu’un cancer au sein du capitalisme, dont il suffirait de se débarrasser pour revenir à un « capitalisme à visage humain », mais qu’il est une mue, une mutation historique du capitalisme lui-même, la forme contemporaine DU capitalisme lui-même, alors il faut convenir qu’on ne pourra se débarrasser de ses excès sans se débarrasser du capitalisme dans ses fondements historiques.

D’ailleurs cet Hyper-capitalisme, n’est-t-il pas le chant du cygne d’un capitalisme en fin de vie malgré son hyperpuissance apparente ? Et l’endettement généralisé qu’il impose partout, pour le plus grand nombre, et à tout niveau n’est-t-il pas l’ultime condition de cette survie pour le maintien coûte que coûte de sa prédominance et de sa gouvernance ?

L’ultime condition avant la création d’un état dangereux de « guerre mondiale de basse intensité permanente » pour maintenir la soumission du plus grand nombre au bénéfice d’une minorité protégée nationalement par les Etat, tous à sa solde.

L’Etat et sa répression policière sont au service des besoins sécuritaires de l’hyper-capitalisme pour la protection de ses fondements historiques capitalistes.

En tout cas si le capitalisme devenu hyper-capitalisme, n’a plus que la soumission par l’endettement et la répression accrue des Etats, pour assurer sa survie, alors il faut comprendre, qu’avant même qu’une conscience antagoniste clairement révolutionnaire n’émerge, le simple fait de contester la « baisse du pouvoir d’achat », comme consommateur et usagers, comme le fait le mouvement des gilets jaunes et donc rejeter l’endettement, met en danger les fondements de survie contemporains du capitalisme.

Nous en sommes, dans les fait, au tout début d'un long processus révolutionnaire qui ne s'arrêtera pas, quelque soit les élus d’élections en élections. Le capitalisme est a bout de souffle, les capitalistes quant a eux, dans une démarche survivaliste, font tout pour se ménager un espace privé coupé et protégé des milliards de gens dont ils n'ont plus besoin. Pour ce faire ils ont besoin d'Etats régaliens forts pour organiser leur sécurité contre ceux dont ils n'ont plus besoin. Ces États gouvernés par des élus, quels qu'ils soient, iront dans tous les cas dans le sens de cette fuite en avant des capitalistes. Quelque soient les élus, ils chercheront a se tailler une petite place au soleil au cœur et en périphérie des enclaves capitalistes. De plus en plus de gens l'ont compris. La croyance dans l'état providence et dans l’élection pour gouverner l’État s'effondre petit à petit. Et ceci partout dans le monde. De plus en plus de gens comprennent qu'ils ne vont devoir compter que sur eux même, et que ça leur plaise ou non, qu'ils devront pour survivre au « grand effondrement » jouer le jeu élémentaire de la solidarité. C'est cela le tout début du processus révolutionnaire qui s'exprime actuellement comme un « surgissement désordonné » !

**Européennes 2019**

Il n’est pas possible d’approuver cet appel, en amont des élections Européennes 2019, de certaines têtes médiatisées des gilets jaunes à voter pour les candidats les mieux placées face à la République en Marche du Président Emmanuel Macron. Un appel au vote utile en quelque sorte. Or lorsque l’on sait qui est à égalité avec les candidats LREM, c’est à dire le Rassemblement National de Marine Le Pen, cela laisse perplexe. Surtout lorsque, parmi ces « premiers de cordées » des gilets jaunes, il s’en trouvent qui ont été encensé pendant des mois par Jean-Luc Mélenchon de la France Insoumise !

Ces gilets jaunes, sont d’ailleurs devenus des « têtes » grâce aux chasseurs de tête des médias, car - au cas où vous ne le sauriez pas encore -, lors d’un mouvement social inédit, la première fonction des médias financés publicitairement par les puissances d’argent est de trouver des « têtes », en dépit et surtout à contrario de toutes volontés issues de formes collective de démocratie directe dont se dotent les mouvement sociaux.

Appeler à faire barrage à Macron, c’est non seulement faire illusion sur le fait que Macron est à lui seul représentatif de ce qui arrive, alors qu’il n’en est qu’une incarnation parmi tant d’autres, dans la suite d’une histoire d’ampleur mondiale commencée il y a bien longtemps, mais aussi dans ce moment particulier de dualité entretenue réciproquement (ça les arrange bien) par Macron et Le Pen, de clairement favoriser le RN.

Appeler à faire barrage à Macron par le candidat le mieux placé, c’est faire le complet jeu du RN et de Le Pen. Un point c’est tout.

C’est la que les tête médiatiques deviennent dangereuses surtout lorsqu’elles ne sont pas claires politiquement !

Le « système » que représente, en France, politiquement Macron ne peut se combattre que par les luttes sociales. Il ne peut se combattre par les élections.

Il ne peut se combattre – exclusivement- dans la limite étroite de l’hexagone, car le problème social, sociétal et éco-systémique est désormais planétaire.

Dans ce qu’ils représentent comme intérêts, par leur ambition politique qu’ils occupent où aspirent à occuper à la tête d’un Etat dont la seule fonction est de protéger le marché capitaliste, nous ne pouvons qu’être à la fois contre MACRON et Le PEN.

En fait dans cette affaire un seul mot d’ordre est valable :

Ni Macron ni Le Pen : Révolution ! Sociale et libertaire, ça va de soit !

Et dans cette affaire il n’y a que l’abstention consciente, politique et révolutionnaire, contre l’ensemble du système favorable au capitalisme et donc à la destruction de la planète et des vies.

Ceux qui se reconnaissent dans la nécessité d’un changement radical, n’ont pas à favoriser les fascistes.

**Gilets jaunes et syndicats:**

On a beaucoup entendu de discours médiatiques ces derniers mois, comparant le mouvement des gilets jaunes et le syndicalisme.

Cependant il n’y a absolument rien de comparable.

Le mouvement des gilets jaunes est avant tout un mouvement de consommateurs et d’usagers. Ce qui n’est nullement péjoratif car tout le monde est consommateur et usager. Le mouvement syndical est un mouvement (dans sa diversité) qui rassemble les producteurs de biens et de service. D’une façon générale les consommateurs et usagers de biens et de services, sont aussi des producteurs (actifs, au chômage, précaires ou non, retraités) et dans le mouvement des gilets jaunes ils peuvent s’organiser comme consommateurs et usagers. De la même façon, les producteurs sont aussi des consommateurs et usagers, mais s’organisent autour de leur outil de travail.

L’organisation sur un mode usager-consommateur, à un moment ou le travail productif ne suffit plus à maintenir un pouvoir d’achat suffisant à leurs consommations et usages y compris de première nécessité, est logique lorsque les syndicats ont été mis en échec d’année en année à limiter la spoliation par le capital.

Il est très intéressant car, à terme, il peut poser les questions du « quoi consommer », du « comment c’est fait et à quelles conditions humaines et avec quels matériaux », berf il peut interroger la production à partir de la sphère des besoins et de la demande.

Pendant des années, on a souvent reproché aux syndicats dits réformistes de mener des luttes trop catégorielles, pour ne pas dire corporatistes, dont l’usager, le « client », le consommateur était exclus dans sa généralité. Il n’y avait donc pas de jonction directe entre organisation du besoin et organisation du productif.

Or arrivé à certains points de rupture dans la société le surgissement du besoin, vient de fait interpeller le fait productif en se défiant des élites qui dirigent hiérarchiquement et financièrement la production comme la consommation et l’usage.

Quand de plus, vient s’associer à la question du consumable, et du consommable, la question ((quoi et comment produire, quoi et comment consommer) des ressources naturelles, de leur entretien, de leur préservation durable, de leur répercussion sur le déséquilibre historique et dramatique du climat, les 3 éléments fondamentaux sont donc présent dans le « chaudron d’abondance et jouvence » de l’avenir.

Ainsi Mouvement de consommateurs et d’usagers, mouvement de producteurs de biens et de service, mouvement de défense de l’environnement éco-systémique, ne sont pas opposable par la différence de points de vues qu’il représentent, mais sont complémentaires et articulables directement, en dehors des hiérarchies politiques et financières.

Depuis quelques mois tous les éléments sont dans la « soupe » ! Cela semble informe, informel, chaotique, on cherche à les opposer, mais ces éléments qui s’attirent mutuellement ne demandent qu’à se combiner pour que se produise « l’alchimie » de cette transformation de l’âge sombre « carbono-nucléaire » en « âge d’or solaire » … pourrait se produire. Enfin, ce sont des images ! Des images pour dire ici, que c’est dans cette direction de l’articulation de ces trois éléments, de ces trois fonctions, qu’il convient d’aller, pour que s’ouvre un nouveau paradigme ouvert sur l’avenir ! Avez-vous des recettes ?

**En attendant…**

En attendant, tant que le « mouvement » continuera majoritairement de penser que la dégradation des conditions de vie dépend seulement d’un changement de président de la république, tant que le mouvement continuera de se penser exclusivement nationalement, il n’ira pas bien loin, même dans la durée. Cette durée sans résultats concrets pourra d’ailleurs entrainer un essoufflement, et alors avoir été un dernier baroud avant soumission totale, mais il pourra aussi engendrer, par une évolution rapide des prises de conscience, un nouveau paradigme révolutionnaire adapté aux enjeux sociaux, sociétaux et éco-systémiques du XXIème siècle.

**Les flics et leur double fonction.**

Dans notre République bourgeoise, les flics ont deux missions: l'une fondée sur le droit courant, une protection et une répression du vol, du meurtre, du viol. L'autre est fondée sur la protection de la République Bourgeoise qui est garante de la pérennisation de la société de classe. C'est ainsi que la plupart du temps les gens sont « d'accord avec les flics » lorsqu'ils répriment meurtres, viols, vols voire menace terroriste réactionnaire factieuse, mais ils sont « contre les flics » lorsque ces derniers les répriment parce qu'ils s'attaquent a la société de classe, aux inégalités, et ainsi menacent l'ordre établi inégalitaire de la république bourgeoise. Dans les deux missions, les mêmes flics sont employés sous serment par l’Etat. Actuellement de plus en plus de gens sont paupérisés et précarisés, car la masse monétaire nécessaire et suffisante au fonctionnement de la société est de plus en plus captée par une minorité de capitalistes. Cette spoliation illégitime et inégalitaire se fait dans la légalité de la république bourgeoise. Ainsi, des gens, de plus en plus nombreux, se révoltent contre, et les « flics » leur tapent dessus, les mutilent et les gazent, sans même comprendre pourquoi parmi ces mêmes gens qu’aujourd’hui ils répriment, il s’en trouve beaucoup qui peuvent les acclamer lorsque ils les protègent des terroristes politico-religieux. Sans même comprendre pourquoi ils se font détester lorsqu'ils répriment leur aspiration à la justice sociale.

Dans cette société inégalitaire on voit même flics ou gendarmes avoir ordre de ne pas intervenir dans des affaires de viols et de vols entre pauvres car ils n'en valent pas la peine, et qu’il s’agit plutôt de protéger les quartiers bourgeois des débordements venus des quartiers populaires.

Quand un riche vole un pauvre (et ainsi s'enrichit – car c‘est avec les petits ruisseaux que l’on fait les grands fleuves) il ne risque pas grand chose. Quand un pauvre vole un riche pour survivre (et qu’à sa façon il récupère une part de la plu value qui lui a été volé), la punition est très sévère ! Il faut donc sortir de ce chantage bourgeois, qui permet de « justifier » l’utilisation d’une forme de police au service d’intérêts injustes, illégitimes et inégalitaires, tout en disant que la police est aussi au service de tous les citoyens. C’est d’ailleurs sur ce chantage, avantageux pour les capitalistes, que se fonde toute l’idéologie du sécuritaire. La sécurité civile est mise en péril avant tout par l’insécurité sociale, mais la police ne lutte pas contre l’insécurité sociale. Elle réprime celles et ceux qui luttent contre cette insécurité sociale. Elle ne se contente, pour se valoriser, que de mettre en avant son rôle dans la lutte contre l’insécurité civile. Cela marche tant que l’insécurité civile hyper-médiatisée prend le pas sur le vécu d’insécurité sociale, et qu’il n’y a pas de mouvement collectif d’ampleur, contre cette insécurité sociale (et civile sociétalement par conséquent).

C’est pour cela que lorsque les gens s’organisent dans les manifestations en criant collectivement « tout le monde déteste la police », ils ne disent pas « tout le monde déteste les policiers », ils ne visent pas les individus recrutés sous l’uniforme, mais l’institution policière comme fondement de la république bourgeoise au service plus généralement des intérêts capitalistes. Il est clair cependant que l’âpreté des combats de rue opposant émeutiers et répression policière, ne favorise pas dans ces moments là, une bienveillance particulières vis à vis des policiers qui sont alors considéré comme l’incarnation du système répressif. C’est humain, même s’il faut rester vigilants à ne pas évoluer vers le barbarisme et garder un certain contrôle de ses acte, il y a des dérapages à resituer dans le contexte.

Lorsque la « république » ne sera plus bourgeoise mais sociale, il faudra sans doute veiller au maintien de cet ordre là contre les forces réactionnaires, et il faudra pouvoir, tant qu’il y en aura encore, protéger égalitairement les gens contre viols, vols et meurtres, qui seront de fait toujours crapuleux. Donc il y aura besoin d’une « force publique » au service des gens, dont il faudra avoir pu cerner le recrutement, la formation, les missions, les droits, les devoirs et les limites. Dans son recrutement par des comités de recrutement populaires et mandatés à cet effet, il y aura probablement des gens issus des anciennes forces de police dont il faudra bien étudier les CV et les motivations.

Dans tous les cas le droit à l’insurrection contre l’injustice sociale, si elle revient, devra redevenir constitutionnel.

**S’organiser**

Il faut s'organiser, plus encore que d'appartenir à une organisation. Et dans le mouvement des gilets jaunes, il faut optimiser le verre à moitié plein, sans minimiser le verre à moitié vide.

Les compagnes et compagnons qui agissent au sein de ce surgissement désordonné ont 100 fois raison. L'enjeu est crucial, il ne faut en aucun cas pas laisser le terrain aux fachos qui tenteront et retenteront toujours de l’occuper.

Au delà de tout cela, au delà de l'hexagone, il faut s'organiser de façon autonome, par fédération hétéronome des autonomies.

Une organisation, forcément internationaliste ou transnationale et mondialiste, sera-t-elle ce filet de qui permet à la mayonnaise de l'organisation-recours au grand effondrement mortifère à venir, de prendre, en agrégeant toutes les bonnes volontés, savoir-faire et disponibilités ?

Si nous sommes dans l’organisation réelle et concrète et non dans l’appartenance à une ènième organisation. Alors nous serons sur la bonne voie.



**Nouvelles Libertaires - Réunion-Débat**
**des Lundis 25 Mars 2019 et 27 Mai 2019**